



HAL
open science

Introduction - Amérique latine : le moment hirschmanien

Olivier Dabène

► **To cite this version:**

Olivier Dabène. Introduction - Amérique latine : le moment hirschmanien. Les Études du CERI, 2013, 198-199, pp.4 - 6. hal-04515496

HAL Id: hal-04515496

<https://sciencespo.hal.science/hal-04515496>

Submitted on 21 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction

Amérique latine : le moment hirschmanien

Olivier Dabène

La mort d'Hugo Chávez en mars et les manifestations au Brésil en juin sont deux des événements majeurs qui ont marqué l'Amérique latine en 2013. Tous deux sont emblématiques d'un moment très particulier, que cette introduction a choisi d'éclairer en utilisant les théories d'Albert Hirschman. Ce faisant, l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (Opalc) souhaite rendre hommage à la pensée foisonnante et créative du grand économiste, sociologue et latino-américaniste disparu en décembre 2012.

Le décès du dirigeant historique de la révolution bolivarienne engage le Venezuela dans une transition à l'issue incertaine¹. Avec 50,6 % des voix au soir du 14 avril et des soupçons d'illégalité du processus électoral et de fraudes, Nicolás Maduro, le successeur désigné par Chávez, a été mal élu. Ne disposant ni du charisme ni de la légitimité historique de son *commandante* adulé, il éprouve rapidement des difficultés à préserver l'unité de son propre camp et à prolonger les grandes orientations du régime chaviste. Près de 500 000 électeurs chavistes ont déjà fait défection entre le 7 octobre 2012, date de la quatrième et dernière victoire de Chávez à une élection présidentielle, et le 14 avril 2013². S'il n'obtient pas des résultats tangibles en matière de lutte contre l'insécurité, l'inflation et les pénuries alimentaires, Maduro risque de voir ces mécontents passer de la défection à la prise de parole³.

Le Venezuela vit un moment hirschmanien, caractérisé par une probable amplification des mobilisations lorsque la défection ne suffit pas à convaincre le régime de rectifier ses erreurs. Le gouvernement pourra être tenté d'étouffer la prise de parole. Il ne fera alors que provoquer sa radicalisation. Il prendra soin aussi du noyau dur de ses soutiens loyaux, choqués par l'ampleur des défections et l'écho des prises de parole, accentuant la polarisation du pays. En somme, le moment hirschmanien du Venezuela place Maduro dans une position délicate où il lui sera difficile d'enrayer la dynamique de déclin et de polarisation.

Au Brésil, la hausse de 0,20 R\$ (soit 0,06 euros) du prix du ticket de bus et métro à São Paulo a provoqué en juin une série de manifestations animées dans un premier temps par le Mouvement Transport Libre (Movimento Passe Livre, MPL). Créé durant le Forum social mondial à Porto Alegre en 2005, le MPL reprenait une demande de gratuité des transports publics apparue au début des années 2000 dans plusieurs villes du nord (Salvador) et du sud (Florianópolis). La répression violente des premières manifestations a provoqué leur extension et leur radicalisation, et a sans doute surpris le Parti des travailleurs (PT) et la présidente Dilma Rousseff, accoutumés à entretenir des relations fusionnelles avec les mouvements sociaux. D'autres motifs de mécontentements plus politiques (corruption) sont venus s'ajouter à la question du coût de la vie, dévoilant un malaise profond de la société brésilienne, et notamment de ses classes moyennes.

La réaction de la présidente, déclarant sympathiser avec les manifestants, n'a pas suffi. Son annonce du lancement d'une « réforme politique », véritable serpent de mer de la vie politique brésilienne, a été jugée peu crédible, à un an des élections présidentielles. Le mouvement s'est finalement étiolé,

¹ Voir la contribution d'Eduardo Rios, « Le Venezuela après la mort de Chávez : instabilité politique et réformes économiques », pp. 12-16.

² Selon les décomptes officiels, Nicolas Maduro a recueilli 7 587 579 voix le 14 avril 2013 (50,61 % des suffrages exprimés), contre 8 191 132 voix pour Hugo Chávez le 7 octobre 2012 (55,07 %). Ces votes perdus se sont massivement reportés sur la candidature de l'opposant Henrique Capriles, qui a aussi bénéficié de l'écroulement des « petits » candidats. Au total, ses électeurs sont passés de 6 591 304 (44,31 %) à 7 363 980 (49,12 %) (www.cne.gob.ve/web/index.php, consulté le 10 octobre 2013).

³ A. Hirschman, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.

mais il reste que le Brésil a connu ses plus grandes manifestations depuis la révolte contre le président corrompu Fernando Collor il y a vingt ans, alors que le pays est célébré dans le monde entier pour les progrès sociaux réalisés en une dizaine d'années⁴. Ce paradoxe s'explique par la déception ressentie par de nombreuses catégories de la population. Les Brésiliens, consommateurs repliés dans le « bonheur privé⁵ » pendant une décennie, repoussent leur horizon d'attentes et se heurtent à une frustration. Certains progrès sont jugés trop lents, dans le domaine de l'éducation, de la santé, des transports ou encore de la lutte contre la corruption. Le Brésil connaît bien aussi un moment hirschmanien, qui voit la déception engendrer une prise de parole et un engagement dans l'action publique⁶.

Au-delà du Brésil, d'autres pays font face aux effets pervers des progrès accumulés. Au Chili, les écoliers en 2006 (révolte des « pingouins »), puis surtout les étudiants en 2011-2012, se sont élevés contre la marchandisation de l'éducation⁷. Comme au Brésil, la classe moyenne éduquée a été à l'origine des plus grandes manifestations du pays depuis le retour à la démocratie. Ses revendications ont été largement relayées pendant la campagne pour les élections présidentielles de novembre 2013. Le Pérou a aussi connu des manifestations sans équivalent depuis le rejet d'Alberto Fujimori en 2000. Significativement, le Chili et le Pérou ont enregistré les plus forts taux de croissance parmi les pays latino-américains ces dernières années.

Au Mexique et en Colombie, les mobilisations sont plus « classiques ». La Coordination nationale des travailleurs de l'Etat (CNTE) s'est opposée au Mexique à l'adoption d'une loi générale du service professionnel éducatif qui prévoit un dispositif d'évaluation. En Colombie, ce sont les campagnes qui s'inquiètent de l'impact de l'accord de libre-échange conclu avec les Etats-Unis. Le coût politique de ces manifestations n'est guère aisé à évaluer. La cote de popularité de Dilma Rousseff a chuté de trente points en quelques semaines, celle du président péruvien Ollanta Humala de vingt points. Mais aucune force d'opposition, pas plus au Pérou qu'au Brésil, au Mexique ou en Colombie, ne semble en mesure de canaliser et de faire fructifier ce mécontentement. Le rejet du politique est pour l'instant généralisé.

Le moment hirschmanien de l'Amérique latine correspond au déclenchement d'un nouveau cycle de mobilisations, essentiellement engendré par la frustration des attentes générées par les progrès. En mettant en avant ce type d'explication endogène, Hirschman n'écartait pas pour autant l'influence de variables contextuelles.

En 2013, la frustration a été d'autant plus durement ressentie que les progrès ont été freinés. La fin annoncée du boom des exportations de matières premières met à mal la croissance économique. Les prévisions de croissance de la Commission économique pour l'Amérique latine, rendues publiques en juillet 2013, s'établissaient à 3 % pour l'année, en baisse d'un demi-point par rapport à avril. La perte de dynamisme de l'économie chinoise et des économies brésilienne (2,5 %) et mexicaine (2,8 %) explique ce résultat décevant⁸. Pour la deuxième année consécutive, la croissance est tirée par la consommation et non par les exportations. Du coup, les marges de manœuvre fiscales réduites ne permettent pas aux gouvernements de satisfaire les demandes des classes moyennes. Rétrospectivement, le modèle de développement extractiviste apparaît fragile.

Plus grave, certains analystes évoquent le risque du « piège du revenu moyen » (*middle-income trap*) qui verrait l'Amérique latine installée durablement dans un régime de croissance médiocre, ne pouvant concurrencer ni les pays à bas revenus pour la production de biens peu élaborés, ni les pays riches pour les produits et services à haute valeur technologique⁹.

⁴ Progrès dont nous avons relativisé la portée dans : O. Dabène, F. Louault, *Atlas du Brésil*, Paris, Autrement, 2013, pp. 62-63.

⁵ A. Hirschman, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

⁶ Pour des explications plus approfondies de ce mouvement social, voir les analyses publiées sur le site internet de l'Opalc.

⁷ Voir C. Baeza, « L'"hiver étudiant" au Chili », *Les Etudes du CERI*, n° 179-180, décembre 2011.

⁸ CEPAL, « Estudio Económico de América Latina y el Caribe », n° 65, juillet 2013 (www.cepal.org/publicaciones/xml/4/50484/EstudioEconomico2013.pdf, consulté le 10 octobre 2013).

⁹ S. Aiyar et al., « Growth slowdowns and the middle-income trap », *IMF Working Paper/13/71*, 2013 (www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp1371.pdf, consulté le 10 octobre 2013).

Au plan social, l'Amérique latine dispose à présent d'un recul suffisant pour évaluer l'impact de ses politiques sociales, notamment les fameux programmes de transferts monétaires conditionnés (TMC). La réduction des inégalités et de la pauvreté n'est pas contestable, mais les TMC engendrent à terme des effets pervers qui commencent à être documentés, notamment les incitations à l'inactivité ou à la recherche d'activités informelles. Au-delà du boom de la consommation, l'investissement dans le capital humain alimente-t-il une dynamique vertueuse de développement ? Les premières estimations sont sceptiques¹⁰. La qualité de l'enseignement ne s'est guère améliorée, ce qui affecte directement le niveau de productivité et limite les gains en termes d'équité. Les systèmes de pension pour les travailleurs du secteur informel ne bénéficiant d'aucune retraite représentent un progrès social, mais un coût croissant, à mesure que la population vieillit. Ils incitent par ailleurs les entreprises à recourir à une main d'œuvre illégale, ce qui nuit à la productivité des économies.

Dans tous les cas, l'Amérique latine continue d'accorder beaucoup plus d'importance aux tarifs subventionnés (énergie) et aux exemptions fiscales (TVA sur la nourriture, les médicaments) qu'à ses programmes redistributifs, ce qui favorise les catégories aisées de la population.

Enfin au plan régional, la disparition de Chávez commence à faire sentir ses effets.

La région a perdu une énergie et un sens de la provocation qui lui ont permis d'avancer en matière de régionalisme. Durant les années 2000, le Brésil a souvent été contraint de réagir à l'activisme chaviste, reprenant à son compte ou tâchant de modérer les initiatives parfois jugées intempestives du Venezuela. La création, le rapide développement et le pragmatisme de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) devaient beaucoup à cette entente/rivalité. Sans Chávez, et avec un agenda de politique intérieure compliqué, le Brésil risque fort de considérer son hégémonie comme acquise. L'Unasur peut d'autant plus y perdre son dynamisme que l'organisation ne pourra compter ni sur le rayonnement de sa présidence, confiée depuis septembre 2013 au Surinam et à son sulfureux président Bouterse¹¹, ni sur le soutien actif du groupe de pays engagé dans une négociation commerciale au sein de l'Alliance du Pacifique¹².

En Amérique centrale, les tensions toujours latentes ont été ravivées par l'attitude provocante du président nicaraguayen Daniel Ortega qui a évoqué la possibilité de réclamer devant la Cour internationale de justice la dévolution de la province du Guanacaste, qui appartient au Costa Rica depuis 1824.

Enfin, la déconnection entre l'Amérique latine et les Etats-Unis, déjà commentée dans les précédentes éditions du *Political Outlook Amérique latine* (LAPO), se poursuit en 2013, avec l'irritation causée au Brésil et au Mexique par les révélations d'espionnage (affaire Snowden) et l'opposition à toute intervention armée en Syrie.

Tel est l'environnement de l'Amérique latine en 2013, qui pèse sur les évolutions évoquées dans ce rapport. Comme chaque année, le LAPO 2013 s'attarde sur un certain nombre de sujets d'actualité, parmi lesquels les négociations de paix en Colombie et l'élection d'un pape jésuite argentin. Dans sa partie historique, il se penche sur les coups d'Etat au Chili et en Uruguay (1973), ainsi que sur les dix ans du PT au pouvoir au Brésil et les trente ans de la création du Groupe de Contadora. Le dossier du LAPO est cette année consacré à la justice transitionnelle et son appropriation colombienne.

Contrairement aux années précédentes, le LAPO 2013 est allégé de sa traditionnelle partie sur les élections, car l'Opalc publiera désormais au printemps un *Latin American Electoral Outlook* en partenariat avec le département d'observation et coopération électorale (DECO) de l'Organisation des Etats américains (OEA).

¹⁰ S. Levy, N. Shady, « Latin America's Social Policy Challenge: Education, Social Insurance, Redistribution », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 2, 2013, pp. 193-218.

¹¹ Homme fort du Surinam pendant la dictature militaire entre 1980 et 1991, Desi Bouterse est à l'origine du massacre de quinze opposants en 1982. Condamné par contumace aux Pays-Bas pour trafic de drogue en 1999, il est depuis recherché par Europol. Il est président du Surinam depuis 2010.

¹² Chili, Pérou, Colombie, Costa Rica et Mexique.